

ENCADRER LA FÊTE : SÉCURITÉ ET MISE EN SCÈNE DU POUVOIR AUX JOURS GRAS DE POINTE-À-PITRE

Par Orlane PASSAVIN-SPECKER

P

ointe-à-Pitre, mardi gras 17 février 2026, 19h30. À l'entrée de la rue Frébault, des fourgons de gendarmerie bloquent la circulation.

Des policiers municipaux filtrent les sacs ; un drone survole la place de la Victoire. Autour, les groupes à po avancent au rythme des caisses claires. La fête est intense, mais elle est aussi étroitement encadrée.

En 2026, la préfecture a déployé un dispositif sécuritaire renforcé : patrouilles mixtes, barriérage des artères, vidéosurveillance temporaire, coordination avec les organisateurs. Officiellement, il s'agit de prévenir les violences, de gérer la foule et de répondre aux menaces contemporaines. « On est là pour permettre la fête », assure un officier mobilisé en bord de cortège. Mais cette présence visible participe aussi d'une mise en scène du pouvoir.

Le pouvoir ne se limite pas à contraindre : il s'expose. Aux jours gras, uniformes, véhicules et technologies rappellent que la transgression carnavalesque s'inscrit dans un cadre réglementé. Le carnaval autorise l'inversion symbolique, la satire et la critique ; pourtant, horaires, itinéraires et autorisations préfectorales en fixent les limites.

Pour les groupes à po, l'adaptation est ambivalente. La sécurisation protège musiciens et spectateurs, mais elle redessine l'esprit d'une pratique historiquement liée à l'occupation spontanée de la rue.



Policier national assurant la sécurisation d'un défilé du carnaval de Guadeloupe (Illustration). · ©Police nationale de la Guadeloupe

Les dispositifs de sécurité reconfigurent ainsi les rapports entre autorités, organisateurs et carnavaliers, révélant des hiérarchies et des négociations internes.

Les approches postcoloniales invitent à lire cette gestion sécuritaire dans un contexte guadeloupéen marqué par des mémoires de contestation. Encadrer la foule, c'est aussi prévenir l'imprévisibilité politique d'un espace où slogans et costumes peuvent critiquer le pouvoir. La surveillance par drone matérialise une asymétrie du regard : l'État observe, la foule s'expose.

Réduire le carnaval à un enjeu d'ordre public serait toutefois céder à un cadrage médiatique sécuritaire qui invisibilise sa portée culturelle. Les jours gras restent un moment d'affirmation identitaire et de création collective. À Pointe-à-Pitre, entre tambours et gyrophares, se joue un équilibre fragile : sécuriser sans étouffer, autoriser la transgression sans perdre le contrôle. Le carnaval, loin d'être hors du politique, en est l'une des scènes les plus visibles.